

**Assemblée générale**

Distr. générale  
26 septembre 2003  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-huitième session**

Point 20 de l'ordre du jour

**Appui du système des Nations Unies aux efforts  
déployés par les gouvernements pour promouvoir  
et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies**

**Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés  
par les gouvernements pour promouvoir et consolider  
les démocraties nouvelles ou rétablies**

**Rapport du Secrétaire général**

*Résumé*

Le présent rapport est soumis en application des résolutions 54/36 du 29 novembre 1999 et 56/96 du 14 décembre 2001. Dans cette dernière résolution, l'Assemblée a engagé le Secrétaire général à continuer de faire en sorte que l'Organisation soit mieux à même de répondre efficacement aux demandes des États Membres en appuyant de façon appropriée et cohérente l'action qu'ils mènent pour atteindre les objectifs que sont la bonne gouvernance et la démocratisation. Le rapport contient également une brève analyse de l'aide apportée, ces dernières années, par le système des Nations Unies en matière de démocratie et de gouvernance. Dans les 10 dernières années, l'Organisation des Nations Unies a accru les activités qu'elle apporte aux démocraties nouvelles ou rétablies dans les pays d'Europe orientale, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, dont beaucoup se relèvent de guerres civiles et de conflits.

Le rapport fait également suite à la résolution 56/296 du 27 mars 2002, par laquelle l'Assemblée a invité le Secrétaire général, les États Membres, les institutions spécialisées et les organismes compétents des Nations Unies ainsi que les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales à apporter leur soutien et leur collaboration à la tenue de la cinquième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies. Les participants à cette conférence tenue à Oulan-Bator du 10 au 12 septembre 2003 ont adopté par consensus un rapport final,



une Déclaration et un Plan d'action indiquant les jalons qui dénotent un gouvernement démocratique et engageant les États Membres participants à mettre en oeuvre des plans globaux dans ce domaine, aux niveaux national, régional et international. Les participants recommandent en conclusion à l'Assemblée générale dans le rapport final d'appuyer les mesures proposées par la cinquième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1–4	3
II. Cinquième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies sur la démocratie, la bonne gouvernance et la société civile . . . . .	5–11	4
III. Activités menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine de la démocratisation et de la gouvernance . . . . .	12–58	6
IV. Recommandations et conclusions. . . . .	59–66	16

## I. Introduction

1. Dans ses résolutions sur les démocraties nouvelles ou rétablies, la première étant la résolution 50/133 du 20 décembre 1995, l'Assemblée générale prenait note avec intérêt des rapports du Secrétaire général sur la manière dont le système des Nations Unies pouvait apporter un soutien aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies (A/50/332 et Corr.1, A/51/512, A/52/513, A/53/554, A/54/492, A/55/489, A/55/520 et A/56/499). Dans sa résolution 56/96 du 14 décembre 2001, la dernière en date relative à l'Assemblée m'a engagé à continuer de faire en sorte que l'Organisation soit mieux à même de répondre efficacement aux demandes des États Membres en appuyant de façon appropriée et cohérente l'action qu'ils mènent pour atteindre les objectifs que sont la bonne gouvernance et la démocratisation.

2. L'Assemblée m'a prié en outre d'examiner les différents moyens par lesquels pourrait être renforcé l'appui apporté par les organismes des Nations Unies aux efforts déployés par les États Membres pour consolider la démocratie, notamment la désignation d'un centre de liaison à cet effet et de lui présenter, à sa cinquante-huitième session, un rapport sur l'application de la résolution. Le présent rapport est soumis comme suite à cette demande.

3. Par sa résolution 56/269 du 27 mars 2002, l'Assemblée a invité le Secrétaire général, les États Membres, les institutions spécialisées et les organismes compétents des Nations Unies ainsi que les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales, à apporter leur soutien et leur collaboration à la tenue de la cinquième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies. Le présent rapport commence par décrire les résultats de la Conférence tenue à Oulan-Bator du 10 au 12 septembre 2003. Il comporte en outre une analyse des activités menées ces dernières années par les organismes des Nations Unies en matière de démocratie et de gouvernance.

4. Dans le rapport sur les démocraties nouvelles ou rétablies que j'ai présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session (A/54/492), j'ai recommandé que l'inventaire des initiatives prises par le système des Nations Unies en vue d'aider les gouvernements à renforcer les démocraties nouvelles ou rétablies (qui avait été établi tous les ans de 1995 à 1998) soit dressé tous les trois ou quatre ans, ou l'année précédant la tenue d'une conférence des démocraties nouvelles ou rétablies. L'Assemblée a fait sienne cette recommandation dans sa résolution 54/36 du 29 novembre 1999. Le présent rapport est également soumis conformément à cette demande. Une quarantaine d'organes, bureaux, fonds et autres programmes des Nations Unies ont apporté leur contribution à l'étude présentée au chapitre III. L'assistance apportée par l'ONU aux efforts de démocratisation des États Membres s'étant considérablement élargie au fil des ans, il n'a pas été possible d'utiliser dans le présent résumé toutes les contributions apportées; elles seront toutefois toutes utilisées pour le suivi du présent rapport.

## **II. Cinquième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies sur la démocratie, la bonne gouvernance et la société civile**

5. Un nombre record de 119 États, avec plus de 400 participants, dont une trentaine au niveau ministériel ou équivalent, ont pris part à la cinquième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies, qui a eu lieu à Oulan-Bator du 10 au 12 septembre 2003. Le rapport final, la Déclaration et le Plan d'action ont été adoptés par consensus. La Conférence a été un succès au-delà toute espérance, ce qui augure bien de l'avenir du mouvement.

6. Une nouveauté a été tenue en parallèle avec la Conférence du Forum parlementaire, organisé conjointement par le Parlement mongol et l'Union interparlementaire, à l'intention de 120 participants venant de 47 pays. Un forum de la société civile véritablement interactif, réunissant quelque 240 participants venus de 64 pays, a précédé la Conférence. Les participants aux deux forums ont présenté les résultats de leurs travaux à la Conférence, ont proposé que des forums du même genre soient associés aux prochaines conférences et se sont engagés à établir leurs propres mécanismes pour suivre les progrès accomplis.

7. Une autre nouveauté a été que les débats de la Conférence ont rassemblé des ministres des affaires étrangères, d'autres représentants de gouvernements, des parlementaires, des représentants d'organismes des Nations Unies et de la société civile. Cette nouvelle pratique a donné de bons résultats et a permis des échanges de vues constructifs. Le Qatar a officiellement proposé d'accueillir la prochaine conférence à Doha, qui se tiendrait pour la première fois dans un pays arabe. Il a été convenu toutefois que la décision finale sera prise à la réunion du mécanisme de suivi de la cinquième Conférence, à New York. La prochaine conférence pourrait aussi avoir lieu dans un pays d'Amérique latine si l'on respecte le système traditionnel de rotation régionale.

8. La participation, large et de haut niveau, à la Conférence a démontré la volonté générale accrue de promouvoir la démocratisation et de débattre de la question aux niveaux national, régional et mondial. Bien que la Déclaration adoptée à la Conférence confirme de nouveau une bonne partie des dispositions des déclarations adoptées lors des conférences précédentes, elle précise aussi beaucoup plus clairement quels sont les jalons qui marquent l'édification d'une société démocratique. Ce qui est plus important encore, c'est que le Plan d'action est un programme orienté sur l'action qui engage les gouvernements participants à mettre en oeuvre des plans ambitieux aux niveaux national, régional et mondial, en élaborant par exemple des plans nationaux et régionaux pour renforcer la démocratie.

### **Quelques-uns des grands thèmes de la Conférence**

9. Les questions d'intérêt ci-après se sont dégagées lors des débats de la Conférence :

- La mondialisation et ses effets sur la démocratie a été l'un des thèmes principaux abordés lors des débats thématiques de la Conférence; le terrorisme international et la criminalité transnationale ont constitué les autres thèmes majeurs. Des participants se sont inquiétés de l'impact des politiques

d'ajustement structurel sur la démocratie et du fait que certains pays démocratiques limitent de plus en plus les libertés fondamentales au nom de la lutte contre le terrorisme. Si certains voient des perspectives nouvelles dans la mondialisation, d'autres ont insisté sur la nécessité de mettre en place un cadre réglementaire approprié qui permette d'en atténuer les effets négatifs;

- La pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale étaient perçus comme des menaces à la démocratie. Les donateurs et les institutions financières internationales ont été engagés à apporter un appui accru aux pays en développement pour promouvoir la démocratie et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement;
- De nombreux orateurs ont noté l'importance d'une société civile dynamique et active et la nécessité d'un appui des gouvernements aux divers éléments qui la composent. On a également mis l'accent sur l'interdépendance existant entre la démocratie, les droits de l'homme et la paix;
- La perte de confiance dans les autorités, notamment dans certaines vieilles démocraties, et une baisse brutale dans les adhésions aux partis politiques à travers le monde étaient des tendances nouvelles qu'il fallait suivre de près. On ne sait pas encore quel effet elles auront sur la démocratie, vieille ou jeune;
- On a également débattu des systèmes électoraux et de la politique, encore souvent pratiquée, selon laquelle le gagnant emporte toute la mise et qui est considérée comme génératrice de tensions et de risques pour la stabilité politique à long terme. On a demandé en outre comment empêcher les hommes politiques de devenir des « despotes démocratiques » après leur élection, ce qui est un problème essentiel dans de nombreux pays;
- Les médias, censés exercer une fonction de surveillance importante en matière de pratiques démocratiques tendaient, a-t-on fait remarquer, à être aux mains des mêmes; si cette tendance se poursuivait, elle pourrait avoir des effets négatifs sur la démocratie;
- L'unilatéralisme était également perçu comme une menace à la démocratie; on a demandé si un partenariat entre gouvernements, société civile et ONU pouvait constituer une force permettant de contrebalancer les tendances unilatéralistes;
- Les résultats de la Conférence devraient également être considérés illustrant la volonté des gouvernements, des parlementaires et de la société civile de poursuivre le processus de démocratisation, qui devrait être soigneusement observé. On a fait remarquer que c'était le seul moyen d'atteindre des résultats concrets avant la tenue de la prochaine Conférence.

### **Observations concernant les résultats de la Conférence**

10. Bien que les conférences sur les démocraties nouvelles ou rétablies n'aient été en général jusqu'à présent que des cadres de discussion et de réflexion sur la démocratie et non un lieu où l'on décide de politiques nouvelles et de mesures concrètes, elles ont toutefois réussi à créer les éléments nécessaires à un cadre normatif qui permette à la démocratisation d'émerger graduellement. Il n'est donc pas étonnant que, 15 ans après la première Conférence, on parle sérieusement d'institutionnaliser les travaux de suivi et de commencer à suivre les progrès

enregistrés entre les conférences. Ce suivi pourrait se faire, par exemple, par des notes d'information par pays et/ou par des indicateurs de démocratie, les deux ayant été discutés lors de la cinquième Conférence et mentionnés dans son plan d'action.

11. La participation a été l'aspect principal du mouvement des démocraties nouvelles ou rétablies. Cette philosophie qui consiste à exposer les démocraties naissantes aux pressions exercées par les membres du groupe se distingue de la « Communauté des démocraties » qui tente de définir un groupe exclusif de vraies démocraties, tâche que beaucoup considèrent comme difficile ou impossible à accomplir. L'objectif du mouvement était à l'origine de souligner que les démocraties nouvelles ou rétablies devaient se réunir, utiliser mutuellement leurs connaissances et définir ensemble leurs actions à venir. Mieux rassembler le mouvement sous la bannière de l'ONU, comme certains participants à la Conférence d'Oulan-Bator le souhaitaient, pourrait mettre encore davantage l'accent sur la participation de tous à la Conférence, mais pourrait également avoir de nouvelles incidences sur la nature du mouvement, ce qu'il fallait discuter à fond et bien peser d'une réflexion approfondie.

### **III. Activités menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine de la démocratisation et de la gouvernance**

12. Renforcer la démocratie dans le monde est une priorité récente du système des Nations Unies. J'ai pour ma part insisté sur le fait que l'Organisation doit s'attacher davantage aux moyens de promouvoir une meilleure gouvernance – une gouvernance légitime et démocratique, qui permette à chacun de s'épanouir et à chaque État de prospérer. Promouvoir la démocratie est aussi pour moi l'un des principaux objectifs que s'est fixés l'Organisation pour le XXI<sup>e</sup> siècle. L'ONU a d'ailleurs, dans les 10 dernières années, accru ses activités de soutien aux démocraties nouvelles ou rétablies dans les pays d'Europe orientale, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie dont beaucoup sortent de guerres civiles ou de conflits.

13. L'assistance qu'apporte l'ONU aux démocraties nouvelles ou rétablies revêt des formes multiples et englobe la réforme de l'État et des institutions, l'accent étant mis plus particulièrement sur des élections libres et régulières et le respect des principes du droit international et des droits de l'homme; la création d'une société civile dynamique fondée sur la liberté d'expression et d'organisation; et une culture politique qui encourage le débat et la participation du public. Nombre d'activités et de programmes visent à fournir une assistance juridique, technique et financière et des conseils, ainsi que des services permettant d'assurer le suivi et l'observation d'éducation civique et la formation.

14. Depuis que le Secrétaire général a présenté, en 1998, son rapport sur les démocraties nouvelles ou rétablies qui contenait le dernier aperçu général des initiatives prises par le système des Nations Unies en vue d'aider les gouvernements à renforcer les démocraties, l'Organisation a également publié un certain nombre d'études en la matière et a tenu un très grand nombre de conférences et de séminaires sur la démocratisation et la bonne gouvernance dans différentes régions du monde. Les vertus de la démocratisation et, occasionnellement, ses inconvénients font ainsi l'objet d'un large débat aux Nations Unies. Ces aspects importants de l'assistance que l'ONU apporte à la démocratie – recherche et formulation de

politiques – sont abordés dans l'étude pour 2003 de façon plus complète qu'ils ne l'avaient été précédemment.

## **A. Aide apportée pour réformer l'État et ses institutions**

15. Un des éléments essentiels de l'assistance apportée par l'ONU aux démocraties nouvelles ou rétablies est d'aider à reconstruire et à réformer les institutions de l'État afin qu'elles soient compatibles avec la démocratie, ce qui prend notamment la forme d'une assistance technique en vue de renforcer les institutions juridiques (en particulier, sensibilisation et formation juridique des fonctionnaires et création d'institutions nationales pour la promotion des droits de l'homme). L'ONU apporte également une assistance électorale pour aider les démocraties naissantes à renforcer les capacités professionnelles institutionnelles d'organiser elles-mêmes des élections légitimes et transparentes. Elle a également consacré, ces dernières années, davantage de ressources pour renforcer la responsabilité et la transparence de l'État et des institutions gouvernementales.

### **Assistance électorale**

16. De manière générale, le système des Nations Unies a fourni une assistance électorale sous diverses formes : organisation et observation d'élections; vérification des résultats électoraux; assistance technique pour l'organisation du budget, l'éducation civique et électorale, et la formation du personnel électoral aux technologies de l'information.

17. Dans les situations d'après conflit, les missions de consolidation de la paix et de maintien de la paix des Nations Unies sont parfois entièrement chargées de l'organisation et du déroulement du processus électoral, comme au Timor-Leste. Depuis 1999, près de 3 000 Volontaires des Nations Unies ont aidé à l'édification du pays au Timor-Leste, en créant des institutions locales et centrales. Depuis 1999, une centaine de Volontaires ont travaillé aux côtés de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour aider, notamment, à organiser des élections municipales. On peut encore citer la Sierra Leone comme exemple d'assistance électorale dans un contexte de consolidation de la paix. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a aidé à organiser la Conférence consultative nationale en Sierra Leone, qui a ouvert la voie aux élections de mai 2002 et constitué une étape importante vers une paix durable.

### **Consolidation de l'état de droit et renforcement de la responsabilité dans la gestion du secteur public**

18. L'ONU aide de nombreuses démocraties nouvelles ou rétablies à renforcer les capacités de leurs organes législatifs et à s'assurer qu'ils permettent une participation démocratique, ouverte et équitable.

19. Consciente de l'importance d'une administration publique adaptée, accessible et responsable, l'ONU est un des principaux conseillers techniques en matière de modernisation des institutions étatiques. En Afghanistan, le PNUD a été l'acteur principal chargé de parer aux besoins les plus pressants de l'Autorité intérimaire; les contributions versées à un fonds d'affectation spéciale du PNUD ont servi en décembre 2001 à payer les premiers salaires (soit 10 millions de dollars des États-Unis) dans la période post-Taliban. L'ONU aide actuellement à consolider les

capacités du Conseil national (Loya Jirga), des forces de police, de la fonction publique et des commissions judiciaires.

20. L'ONU offre également des programmes spécifiques de formation dans les sociétés émergeant d'un conflit. Au Kosovo, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) forme les fonctionnaires des municipalités aux technologies de l'information et des communications, et en Sierra Leone un programme est en place pour enseigner les techniques de négociation. L'UNITAR va bientôt mettre en route un programme assez vaste de formation et de renforcement des capacités en Afghanistan. Le PNUD contribue également à la mise en place de l'Institut d'administration publique du Kosovo. Au Timor-Leste, le PNUD et l'Union interparlementaire ont soutenu l'Assemblée constituante en offrant un programme d'orientation aux nouveaux membres et en fournissant l'assistance technique nécessaire pour rédiger une nouvelle constitution.

21. L'ONU appuie les autorités judiciaires indépendantes, impartiales et efficaces, et les institutions non judiciaires. En Mongolie et en Thaïlande, elle a apporté son aide aux tribunaux administratifs afin de promouvoir l'obligation redditionnelle, et de faciliter l'accès des citoyens aux recours; en Équateur, les femmes pauvres ont désormais la possibilité de porter plainte pour violence dans la famille; et au Guatemala, les tribunaux mobiles mettent la justice à portée des pauvres des zones rurales. Au Mozambique, le PNUD a centré son activité sur la lutte contre la corruption, en créant un Forum national pour promouvoir la transparence et l'obligation redditionnelle dans le secteur public, y compris au sein du Gouvernement, et dans les médias.

### **Protection et promotion des droits de l'homme**

22. Nombre des activités que mène l'ONU pour réformer l'appareil étatique dans les démocraties nouvelles ou rétablies visent la protection et la promotion des droits de l'homme. L'Organisation contribue activement aux efforts déployés pour promouvoir la sécurité humaine, et elle a été à l'origine de la mise en place de systèmes de protection nationaux dans bien des pays. Une des priorités de l'ONU a été également de faciliter la réconciliation nationale et le renforcement des institutions dans les pays sortant d'un conflit. En particulier dans les sociétés sortant d'un conflit, le renforcement des droits de l'homme est considéré comme un des moyens d'empêcher la reprise du conflit et de s'assurer que les conditions favorisant un processus démocratique durable sont mises en place.

23. L'ONU aide les démocraties nouvelles ou rétablies à évaluer leur cadre législatif et leurs systèmes juridiques afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme sur le plan de l'égalité, de la non-discrimination, et de la participation de tous. En Bosnie, un projet financé par le PNUD a été la première tentative jamais entreprise d'intégrer la dimension droits de l'homme dans la planification du développement local, qu'il s'agisse de l'élaboration des politiques ou de leur mise en oeuvre. En Azerbaïdjan, un projet appuyant l'établissement d'un bureau de médiateur a contribué à renforcer la protection et la surveillance des droits de l'homme et à aider le Parlement à s'acquitter plus efficacement de ses fonctions législatives et de contrôle.

24. Au Guatemala, près de 100 Volontaires des Nations Unies (internationaux et nationaux) constituent le pivot de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA). Des Volontaires ont en outre participé à des initiatives



visant à appuyer le processus de paix en contribuant à renforcer les capacités des organisations locales et nationales en matière de formation et de sensibilisation aux questions relatives aux droits fondamentaux, en particulier des femmes. En Haïti, le programme relatif à la gouvernance, financé par le PNUD, appuie les réformes de la justice et du système pénitentiaire, tant au niveau local que central.

25. L'ONU fournit aussi une coopération technique aux démocraties nouvelles ou rétablies afin d'élaborer des plans d'action nationaux en faveur des droits de l'homme (en s'attachant particulièrement à la démocratie électorale et à la participation à la conduite des affaires publiques); de dispenser une éducation dans le domaine des droits de l'homme, ce qui permet d'enseigner et de diffuser les valeurs démocratiques; et d'appuyer la mise en place et le renforcement d'institutions démocratiques telles que les institutions nationales en faveur des droits de l'homme. Au Rwanda, le Haut Commissariat aux droits de l'homme s'emploie à renforcer les capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme, et à développer la capacité de la Commission nationale des droits de l'homme d'élaborer un plan stratégique, de l'appliquer et d'en surveiller l'application, et de mieux comprendre les principes relatifs aux droits de l'homme. Les activités menées en ex-République yougoslave de Macédoine comprennent une éducation formelle en matière de droits de l'homme dans les établissements primaires et secondaires, le développement des capacités des organisations de la société civile qui oeuvrent dans le domaine des droits de l'homme, et le soutien au bureau du médiateur. En Afghanistan, le Haut Commissariat aux droits de l'homme conseille la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan sur la marche à suivre pour appuyer le processus de justice provisoire.

26. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés encourage l'adoption d'une législation sur l'asile et les réfugiés, qui constitue un indicateur important du respect des normes internationales reconnues en matière de droits de l'homme dans les démocraties nouvelles ou rétablies. Le HCR a encouragé l'adoption de lois d'amnistie à l'exclusion des auteurs de crimes de guerre contre l'humanité dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, lois qui ont permis le règlement pacifique du conflit de 2001 qui menaçait de déstabiliser le sud des Balkans.

### **Consolidation de la paix et maintien de la paix**

27. On a prêté attention également, ces dernières années, à la démocratie en tant qu'élément essentiel des missions de paix des Nations Unies. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies contribuent à assurer un environnement sûr et à créer les conditions propices à la stabilité politique, à la démocratisation et à la bonne gouvernance. La création de missions multidimensionnelles avec des composantes civiles importantes (affaires politiques et civiles, police civile, droits électoraux, droits de l'homme, etc.) a encore renforcé ce rôle. Parmi les opérations de maintien de la paix en cours, on peut citer comme exemples la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo et la Mission des Nations Unies en Sierra Leone.

28. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme consacre une part croissante de ses activités sur le terrain, dans les domaines de l'état de droit et de la démocratie, à

aider à définir les composantes « droits de l'homme » des opérations de paix des Nations Unies et à leur fournir des services consultatifs, ce qui l'a amené à coopérer avec le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, notamment en Afghanistan, en Angola, au Burundi, en République centrafricaine et au Tadjikistan. Le fonctionnement de la MONUC en République démocratique du Congo est un exemple récent de mission de maintien de la paix dans laquelle les fonctions de la justice durant la période de transition sont assumées par la composante « droits de l'homme » de la mission de maintien de la paix. Ces efforts visent à rétablir l'état de droit et à s'assurer que les processus et institutions démocratiques sont bien intégrés dans les efforts de paix des Nations Unies.

### **Renforcement de l'obligation redditionnelle, transparence et amélioration de la gestion des affaires publiques**

29. Dans ses efforts pour renforcer et réformer les institutions du gouvernement et de l'État dans les démocraties nouvelles ou rétablies, l'Organisation s'attache également à accroître leur transparence et leur obligation de rendre des comptes.

30. Depuis 1996, la Banque mondiale tient désormais systématiquement compte de la gouvernance et de la lutte contre la corruption dans ses processus opérationnels et dans son dialogue en vue de la formulation des politiques; elle aide également nombre de démocraties nouvelles ou rétablies à renforcer leur capacité de gestion par des programmes de formation et de recherche, des outils de diagnostic et la gestion des connaissances. Parmi les exemples récents de projets de lutte contre la corruption dans les démocraties nouvelles ou rétablies, on citera le soutien à la réforme fiscale en Colombie, en Lettonie et au Venezuela; à la réforme du système judiciaire en Slovaquie; à la réforme de la réglementation en Fédération de Russie et en Ukraine; à la réforme de l'administration et de la fonction publique en Tanzanie et au Yémen; à de vastes réformes dans la gestion des affaires publiques en Lettonie et au Cambodge; et à des réformes dans le secteur des dépenses publiques et la gestion financière au Burkina Faso, au Ghana et au Malawi. En outre, l'ONU a réalisé des analyses par pays – notamment des études sur la corruption, sur le suivi des dépenses publiques, et sur les agents publics – en Albanie, en Argentine, en Indonésie, au Nicaragua, en Ouganda, et dans bien d'autres pays encore.

31. Le Fonds monétaire international (FMI) a établi une série de normes et de codes visant à encourager les pays membres, notamment les démocraties nouvelles ou rétablies, à améliorer la transparence et à renforcer l'obligation de rendre des comptes. Ces textes concernent les pouvoirs publics, les secteurs financiers et les entreprises, les politiques monétaires et financières, et les systèmes de contrôle, de comptabilité, d'établissement de rapports et de vérification des comptes des banques centrales. Le FMI participe en outre de plus en plus à la lutte internationale contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

## **B. Développement de la participation de la société civile et de la culture politique démocratique**

32. S'il est vrai que le renforcement et la réforme des institutions étatiques dans les démocraties nouvelles ou rétablies sont essentiels à l'instauration d'un régime

démocratique crédible, aucune des nouvelles institutions étatiques ne fonctionnerait efficacement sans la présence d'une société civile forte et dynamique.

### **Décentralisation, gouvernance locale et participation du public**

33. Dans le domaine de la décentralisation et de la gouvernance locale, l'ONU oeuvre afin de permettre aux pauvres d'avoir un plus large accès aux services publics et de favoriser une culture démocratique au niveau local.

34. L'ONU aide à élaborer et à mettre en oeuvre des stratégies nationales pour une décentralisation des pouvoirs et des responsabilités, en prêtant une attention particulière aux droits des femmes et des pauvres. Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, par exemple, le PNUD aide à mettre en oeuvre le processus de décentralisation prévu dans l'Accord-cadre de paix du mois d'août 2001, en développant les compétences locales de fournir des services communaux, notamment l'eau et l'assainissement, et à améliorer la transparence et renforcer l'obligation redditionnelle dans la gouvernance locale.

35. L'ONU a également appuyé plusieurs programmes de décentralisation, comme en Indonésie, au Kirghizistan, au Mozambique et au Rwanda. Elle appuie les processus de décentralisation qui encouragent une gouvernance locale participative, une mobilisation sociale et une responsabilisation des collectivités. L'année dernière a été la quatrième et dernière année de l'exécution du programme de décentralisation financé par le PNUD dans des zones pilotes au Kirghizistan. Ce projet a démontré le rôle essentiel des associations locales dans l'instauration d'une gouvernance démocratique. L'ONU a également appuyé l'institution d'un système de microcrédit et d'un processus participatif efficace.

36. Du fait qu'ils mettent l'accent sur le dialogue social, la solidarité et la protection des travailleurs, les syndicats représentent un élément important de la société civile qui sert à renforcer le processus démocratique. Leurs interlocuteurs considèrent le dialogue social, y compris les négociations collectives et la résolution des conflits du travail, comme une condition préalable à une bonne gouvernance et à un développement démocratique, et comme un élément indispensable à une participation démocratique à la prise de décisions à tous les niveaux. L'une des caractéristiques fondamentales des mandats de l'Organisation internationale du Travail (OIT) est l'effet stabilisateur de ses normes de travail, et de leur influence sur l'élaboration de la législation nationale du travail et sur la protection des droits des travailleurs. Parmi les démocraties nouvelles ou rétablies qui ont bénéficié de l'aide de l'OIT depuis 1998, On citera la Bosnie-Herzégovine, le Timor-Leste et l'Indonésie. Une assistance de grande envergure a également été fournie à un certain nombre de pays d'Afrique australe. Le processus engagé par le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté a également offert à l'OIT l'occasion de promouvoir la participation par le dialogue social et le tripartisme. L'OIT a mené des activités de ce genre dans certains pays dont l'Éthiopie et Sri Lanka.

37. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) soutient les initiatives locales en matière de gouvernance dans les démocraties nouvelles ou rétablies au moyen de ses deux campagnes concernant, l'une, l'administration des villes et, l'autre, la sécurité d'occupation ainsi que par de nombreux programmes globaux visant les organisations de la société civile. Il élabore des principes directeurs et met au point des instruments concernant l'utilisation des sols, des formes souples d'occupation et une gestion raisonnable des

sols. Des projets de coopération technique ont permis de fournir des conseils aux pays membres du Pacte de stabilité, et au Mozambique, à l'Angola et au Rwanda. Les travaux entrepris dans les démocraties nouvelles ou rétablies sortant de conflits ont trait à la recherche, à des conseils techniques, au renforcement des capacités et à des activités de réseau liées aux biens fonciers, au droit au logement et aux droits patrimoniaux.

38. L'ONU s'occupe également de mettre au point et de renforcer les activités de formation à la gestion des établissements humains et à l'encadrement au niveau local destinées aux fonctionnaires municipaux, aux élus locaux et aux représentants d'organisations non gouvernementales et d'associations locales. ONU-Habitat a tenu dernièrement en Roumanie un atelier régional de formation des formateurs pour les pays d'Europe centrale et orientale.

39. Parmi les nouvelles initiatives et les importantes propositions concernant l'Afrique, on citera des projets de relèvement des zones urbaines au Rwanda, en Somalie et en République démocratique du Congo. Un certain nombre de projets de gouvernance locale sont en cours en Asie et dans le Pacifique, et on a déployé des efforts et des ressources en personnel considérables pour apporter une aide à l'Afghanistan où ONU-Habitat fournit les principaux services d'appui aux communautés touchées par la guerre civile. L'ONU consacre nombre de ses projets à la gouvernance locale dans des pays en transition, comme la Fédération de Russie, le Kosovo, et la Serbie-et-Monténégro. Un projet pilote porte sur les innovations en matière de gouvernance locale et de décentralisation en Afrique de l'Est; un autre projet sur les dialogues aux niveaux local et mondial : les initiatives prises par les femmes sur le terrain pour une bonne gouvernance des villes.

40. Au Guatemala, le Haut Commissariat aux droits de l'homme aide à renforcer la capacité institutionnelle des principales organisations non gouvernementales (ONG) du pays. Il veille particulièrement à donner des conseils au Bureau de Médiateur, et à renforcer les capacités locales de protéger et de promouvoir les droits de l'homme au sein des organisations de la société civile (organisations des droits de l'homme, organisations autochtones et organisations confessionnelles).

41. L'Office des Nations Unies à Genève prête son concours au réseau d'information (le Réseau régional informel des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, Section des ONG du Département des affaires économiques), mis en place en Tunisie pour rendre compte de la situation dans plusieurs démocraties nouvelles ou rétablies en Afrique (janvier 2002) et en Bulgarie pour les pays d'Europe orientale (mai 2003) et participe activement à ses travaux. Le programme vise à renforcer les capacités des ONG et à encourager leur participation au processus démocratique, aux niveaux national et régional.

### **Médias libres et indépendants**

42. L'ONU appuie également la mise en place de médias libres et indépendants dans les démocraties nouvelles ou rétablies. Elle aide à former du personnel des médias, en mettant l'accent sur l'indépendance, l'éthique et les responsabilités des médias dans les sociétés démocratiques, notamment le soutien aux femmes. En Indonésie, par exemple, le PNUD a appliqué les enseignements tirés des réformes parlementaires auxquelles ont procédé d'autres pays, en aidant à créer un centre des médias au sein de l'Assemblée nationale. Ce centre permet de transmettre

immédiatement au grand public les débats et les décisions parlementaires, et on y a formé un groupe de journalistes spécialisés en affaires parlementaires.

### **Encourager une culture politique démocratique**

43. Les initiatives les moins tangibles et néanmoins les plus importantes que l'Organisation entreprendra à l'avenir pour soutenir les démocraties nouvelles ou rétablies est la mise en place d'une culture politique démocratique ancrée dans l'histoire et les traditions du pays. C'est un domaine où il est difficile à des agents extérieurs de jouer un grand rôle, mais où il est néanmoins possible de faire oeuvre importante. L'ONU cherche encore à déterminer le meilleur moyen de mettre en place des programmes viables dans ce domaine. Plusieurs des activités décrites plus haut contribuent déjà à créer une culture politique démocratique. On analyse notamment dans la section suivante comment la recherche et les politiques peuvent y contribuer particulièrement.

## **C. Recherche, élaboration des politiques et application de normes et de règles**

44. Il est maintenant essentiel que l'ONU, qui aide depuis des années les démocraties nouvelles ou rétablies, commence à tirer leçon de ses expériences et améliorer ses méthodes de recherche pour évaluer si l'assistance qu'elle fournit est toujours adéquate. Les démocraties nouvelles ou rétablies ont beaucoup à apprendre les unes des autres, et les vieilles démocraties bien établies peuvent et devraient tirer parti de l'expérience des autres. Il serait important aussi de resserrer les liens entre les programmes, les organismes et les départements de l'ONU afin de parvenir à une politique plus cohérente.

45. L'aide apportée par l'ONU aux démocraties en transition a toutefois ses limites. L'Organisation a entrepris ces dernières années un certain nombre d'études et de projets et a publié des livres analysant les difficultés auxquelles elle a à faire face et les questions essentielles qui déterminent le succès ou l'échec d'une démocratisation viable dans différentes régions. Une des questions qui se posent est de savoir si l'ONU est capable d'aider à mettre en place les fondations d'une démocratie et si en tant qu'« agent extérieur » elle peut avoir une incidence positive véritable sur l'instauration d'une gouvernance démocratique à l'intérieur des pays.

46. Un fait nouveau important à cet égard a été la création, par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 1998, d'un groupe international sur la démocratie et le développement, présidé par l'ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali. Ce groupe a pour principal objectif de conseiller le Directeur général sur le genre de programmes visant à promouvoir la démocratie que l'Organisation devrait entreprendre et sur la manière de les exécuter.

### **Interaction entre démocratie et droits de l'homme**

47. Certaines études de l'ONU ont été consacrées à la promotion de la démocratie en relation avec le droit international et les normes internationales, et analysent l'interdépendance de la démocratie et des droits de l'homme en soulignant qu'il ne peut y avoir de véritable démocratie sans respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme. Des études ont également porté sur la structure

ethnique, l'inégalité et la gestion du secteur public dans les démocraties nouvelles ou rétablies et l'incompatibilité entre démocratie et racisme.

48. À la demande de la Commission des droits de l'homme, formulée dans sa résolution 2001/41 relative à la poursuite du dialogue sur des mesures visant à promouvoir et à consolider la démocratie, le Haut Commissariat aux droits de l'homme a organisé, les 25 et 26 novembre 2002, un séminaire d'experts en vue d'examiner l'interdépendance de la démocratie et des droits de l'homme. Les participants au séminaire ont notamment abouti à la conclusion que la démocratie et les droits de l'homme sont indissociables et interdépendants, que le concept de démocratie doit être un concept global et que le succès d'une démocratie devrait être jugé par la mesure dans laquelle elle respecte les principes, normes et règles en matière de droits de l'homme. Les résultats du Séminaire ont été présentés à la Commission des droits de l'homme lors de sa cinquante-neuvième session et une section intitulée « Démocratie et droits de l'homme » a été créée sur le site Web du Haut Commissariat.

49. La Commission des droits de l'homme a invité le Haut Commissariat, en collaboration avec le PNUD, à organiser en 2004 un séminaire sur les pratiques de bonne gouvernance pour la promotion des droits de l'homme (résolution 2002/76). Le Haut Commissariat et le PNUD sont en train de mettre au point une méthode de travail pour compiler ces pratiques, l'objectif étant d'utiliser cette compilation comme document de base du Séminaire et de la publier pour un public plus large.

50. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme continue également à approfondir ses travaux sur l'incompatibilité entre démocratie et racisme. À sa cinquante-neuvième session, la Commission des droits de l'homme a invité le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée à mettre à jour et développer l'étude sur la question des programmes politiques qui incitent à la discrimination ou l'encouragent.

51. Le projet intitulé « Structure ethnique, inégalité et gestion du secteur public », mené par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, vise à développer des pratiques démocratiques; on y examine, dans toute leur complexité, les manières dont les clivages et les inégalités ethniques ont des répercussions sur les comportements et les institutions dans l'administration des secteurs publics des sociétés multiethniques. On y aborde la question de la diversité, de la représentation et de la cohésion dans la constitution et la gestion du secteur public. On mène à terme les travaux de recherche dans de nombreux pays en transition, et notamment en Bosnie, au Kenya, en Lettonie, en Lituanie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il est prévu de tenir une conférence internationale à Riga du 1er au 3 décembre 2003, en collaboration avec le PNUD, pour discuter du résultat des travaux de recherche et des incidences du projet sur la politique générale.

### **Démocratie, développement économique, consolidation de la paix et mondialisation**

52. D'autres études de l'ONU examinent les problèmes auxquels se heurte la démocratie dans le cadre de la mondialisation et les difficultés que les nouvelles démocraties rencontrent dans l'élaboration des politiques au fur et à mesure qu'elles s'intègrent à l'économie mondiale. L'Institut a fourni des informations sur ces

expériences dans un certain nombre de pays en transition, dont l'Argentine, le Bénin, le Chili, la République tchèque, la Hongrie, l'Inde et le Malawi. En collaboration avec le Conseil international des sciences sociales, l'UNESCO a organisé un cours international d'été pour permettre aux jeunes chercheurs de mettre en commun leurs expériences au moyen de conférences et de séminaires. Dans le même ordre d'idées, le projet de renforcement des capacités en matière de gouvernance en ligne a pour objectif d'encourager l'utilisation des technologies de l'information et des communications au sein des administrations municipales pour promouvoir la bonne gouvernance.

53. Des études consacrées à l'assistance apportée aux pays émergeant de conflits pour asseoir la démocratie ont été réalisées notamment en Namibie, au Cambodge, au Kosovo, au Timor-Leste et en Afghanistan. Certaines études examinent la façon dont sont définis les mandats du Conseil de sécurité en matière de consolidation de la paix et d'assistance à la démocratie et l'organisation des élections dans les sociétés émergeant d'un conflit. L'UNITAR a mis en train ce qu'on appelle la série de conférences de Singapour sur la transmission des savoirs relatifs à l'expérience des agents d'opérations de maintien de la paix. Il a aussi publié récemment un livre sur la reconstruction après un conflit au Japon, en République de Corée, au Viet Nam, au Cambodge, au Timor-Leste et en Afghanistan. En janvier 2003, l'ONU et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées ont organisé et présidé conjointement leur premier séminaire conjoint sur la « réforme du secteur de la sécurité » axé sur la prévention des conflits et la stabilité politique par la création et le renforcement d'institutions démocratiques dans les sociétés en transition.

### **Démocratie et sexospécificité**

54. De nombreuses études ont été également consacrées à la démocratisation et aux questions des différences entre les sexes. L'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, par exemple, s'est penché sur deux des démocraties nouvelles ou rétablies, à savoir l'Afrique du Sud et la Roumanie, sur le processus qui a conduit les dirigeants de ces pays à faire de l'égalité des sexes une priorité de leur politique. La monographie expose et analyse les interactions entre l'État, la société civile et la communauté internationale, dans le contexte socioéconomique, politique et culturel qui leur est propre, et détermine le degré d'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans les processus politiques, et leurs incidences sur les politiques et programmes tenant compte de la problématique hommes-femmes. La monographie a été publiée par l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme sous le titre « Prise en considération des sexospécificités dans les orientations politiques : rôle de l'État, des organisations de femmes et de la communauté internationale ».

55. En 2001, à Rio de Janeiro (Brésil), ONU-Habitat et l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux ont publié deux documents sur le rôle de la femme dans la gouvernance de villes. La recherche menée par l'UNRISD a également abordé le thème de l'accès des femmes à la justice, leur développement et leurs droits. L'un des éléments thématiques les plus importants à cet égard est une analyse des politiques liées à la parité dans le cadre de la démocratisation, avec une étude des cas de la République islamique d'Iran, du Pérou, de l'Afrique du Sud et de l'Ouganda. L'UNRISD se lance actuellement dans la préparation d'un important rapport d'orientation pour la réunion d'examen Beijing+10. Ce rapport comportera

quatre grands chapitres thématiques, l'un de ces chapitres sera consacré à la gouvernance démocratisation et la société civile en tenant compte de l'égalité des deux sexes.

### **Démocratie et perspectives régionales**

56. Une grande partie des travaux de l'Organisation sur la démocratie en Afrique est consacrée à la bonne gouvernance : il s'agit de conceptualiser la bonne gouvernance, d'établir des critères pour l'évaluer et en assurer la surveillance, en déterminant les moyens de favoriser une prise en charge viable par les Africains eux-mêmes. La Commission économique pour l'Afrique est l'un des principaux partenaires qui soutiennent les programmes du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en matière de gouvernance; elle est chargée d'élaborer des directives pour la gestion de l'économie et des entreprises en Afrique et à l'intention du Mécanisme d'évaluation intra-africaine.

57. Le Rapport sur la gouvernance en Afrique sera mis en train lors du quatrième Forum sur le développement de l'Afrique, qui se tiendra à Addis-Abeba, en mars 2004, sur le thème « Gouvernance pour une Afrique en progrès ». Ce rapport a pour objet de donner une idée générale des réalisations des États africains en matière de bonne gouvernance, de recenser « les pratiques optimales » et dégager les lacunes en ce qui concerne des capacités de gouvernance dans les secteurs publics et privés ainsi qu'au sein de la société civile. L'ONU a également publié un document de réflexion sur l'Afrique en septembre 2002, mettant en évidence les principales préoccupations en matière de gestion et d'insuffisances graves dans les capacités au niveau du continent.

58. L'Université des Nations Unies a également publié dernièrement un livre intitulé « Démocratisation au Moyen-Orient : expérience, luttes et enjeux » qui montre que les États de la région n'ont pas encore atteint un niveau de démocratisation qui assurerait le passage à une démocratie plurielle et viable et à l'édification de sociétés et d'économies libérales.

## **IV. Recommandations et conclusions**

59. L'analyse, contenue dans le chapitre précédent, de l'assistance fournie par le système des Nations Unies aux démocraties nouvelles ou rétablies en matière de démocratie montre bien l'éventail croissant des activités qu'entreprend l'ONU afin de promouvoir la démocratisation. La Conférence sur les démocraties nouvelles ou rétablies, tenue à Oulan-Bator du 10 au 12 septembre 2003 nous a donné un nouvel élan pour poursuivre les nouvelles orientations de l'ONU en matière de démocratisation. La Conférence a établi un programme de suivi ambitieux pour mettre en oeuvre ses recommandations aux niveaux national, régional et international. Le mécanisme de suivi, qui se réunit à New York et a été mis en place à la Conférence de Bucarest en 1997 pour faire suite à ses recommandations, assurera un rôle essentiel dans les travaux à venir.

60. L'arrangement actuel, selon lequel le PNUD fournit l'assistance technique et logistique à chaque conférence par l'intermédiaire de son coordonnateur résident, de l'équipe de pays dans le pays hôte concerné et le bureau régional du Siège, et le Département des affaires économiques du Secrétariat assure la continuité des travaux du mécanisme de suivi (mémoire institutionnelle) et apporte son soutien au



mécanisme et à l'Assemblée générale pour ses délibérations, pourrait être provisoirement maintenu. Si la Conférence devait toutefois être davantage institutionnalisée, il faudrait alors un nouvel appui structuré.

61. Dans son plan d'action, la cinquième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies a recommandé à l'Assemblée générale d'appuyer les mesures suivantes pour promouvoir et soutenir la démocratie au niveau international :

Renforcer le mécanisme de suivi en veillant à ce que :

- Le mécanisme se charge de suivre la mise en oeuvre du présent plan d'action;
- Le Président du Bureau représente la cinquième Conférence internationale devant les instances internationales lorsque cela s'avère nécessaire;
- Le Président de la cinquième Conférence internationale forme, avec l'assistance de l'ONU, un groupe de travail pour étudier les conclusions de la cinquième Conférence et les propositions formulées dans les documents d'information et lors des interventions faites à la cinquième Conférence, afin d'étudier les propositions visant à rendre la Conférence encore plus efficace et à établir un programme de travail concret pour les prochaines conférences;
- Il coordonne ses activités avec le mécanisme de suivi du Forum international de la société civile;
- Le Président ou le Bureau soient incités à entamer un dialogue avec la présidence de la Communauté de démocraties afin d'échanger des vues sur les moyens de rapprocher les deux mouvements de manière à ce qu'ils se complètent.

62. Je propose que l'Assemblée générale, à sa session en cours, appuie la recommandation, mentionnée plus haut, de la cinquième Conférence internationale. Les conférences précédentes ont permis d'élaborer, aux niveaux national, régional et international, des principes et des objectifs en matière de promotion et de consolidation de la démocratie. Le travail de suivi n'a toutefois pas été aussi efficace qu'il aurait dû être, et doit être soutenu du point de vue technique et logistique. Je constate avec intérêt qu'il a été proposé d'institutionnaliser la Conférence et que le groupe de travail que va former le Président de la cinquième Conférence internationale étudiera évidemment les modalités et les formules possibles. J'attends avec intérêt les conseils de l'Assemblée générale et ceux des prochaines conférences sur ces questions importantes.

63. S'agissant de l'aide à la démocratie apportée par le système des Nations Unies aux démocraties nouvelles ou rétablies, il reste encore beaucoup à faire pour que l'action de l'ONU soit plus intégrée et plus efficace. **L'ONU doit mieux centrer ses activités en matière de démocratisation et en renforcer la cohérence.** En tant qu'acteur externe, elle est toujours à la recherche du rôle à assumer et de la meilleure façon de soutenir les efforts visant à instaurer une démocratie viable, aussi bien à court qu'à long terme.

64. L'expérience récente dans plusieurs pays montre que les processus démocratiques sont fragiles et qu'ils peuvent subir des reculs provoquant des guerres. Bien que le gouvernement démocratique diffère d'un pays à l'autre, il n'en faut pas moins adopter en matière de démocratisation une démarche plus cohérente

qui passe par un dialogue mondial sur les difficultés communes et les pratiques de la gouvernance au XXI<sup>e</sup> siècle. **Il faut également renforcer la coopération internationale de même que les moyens qui permettront de mener à terme l'action dans ce domaine.**

65. Je suis, néanmoins, très heureux que l'idée même de la promotion et de la consolidation de la démocratie demeure forte et viable, malgré les divergences de vues que nous avons constatées dernièrement dans notre oeuvre de promotion de la démocratie. L'assistance technique fournie par la communauté internationale, le dialogue établi entre tous les acteurs concernés, et les exemples de succès de démocraties dynamiques face à des situations économiques et sociales difficiles, favorisent la démocratie. Il faut que s'instaure un dialogue énergique et les problèmes doivent être abordés ouvertement. Bien qu'il puisse y avoir des différences profondes concernant la méthode et la démarche, ce qui est indéniable, nous sommes tous d'accord sur l'objectif final de la démocratisation.

66. La cinquième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies a récemment apporté une contribution importante en montrant que la démocratie demeure, pour nous tous, un concept exaltant. **Je suis plus convaincu que jamais que nous devons poursuivre notre action de promotion de la démocratie aux niveaux mondial, régional et national. Il serait hautement souhaitable d'entamer un débat complet sur le rôle de l'ONU dans cette initiative vitale du XXI<sup>e</sup> siècle.** J'attends donc avec un vif intérêt ce que l'Assemblée générale décidera de faire pour que l'Organisation puisse relever ce défi majeur dans les années et les décennies à venir.

---